LES RELATIONS DES ETATS-UNIS AVEC LES PAYS DU CCG SOUS LA NOUVELLE ÉQUATION INTERNATIONALE

[**Issue Number 47 - January 2004**](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/47-d)

**Les relations des Etats-Unis avec les pays du CCG sous la nouvelle équation internationale**   
Préparé par: Bachir El-KHOURY

**Introduction**

Les relations des Etats-Unis avec les pays du CCG ont pris, pendant les années 90, une tournure différente de celle des deux décennies qui ont précédé. Pour comprendre ce changement il faudra mettre l’accent sur deux facteurs. Le premier est régional, il se traduit par l’importance des années 1988 à 1990 qui ont connu l’essor de l’Irak après sa victoire de la première guerre du Golfe, tandis que le second est international, et se concrétise par l’ampleur du nouveau statut international que les Etats-Unis ont acquis depuis l’effondrement du bloc Est en Europe, en passant par l’éclatement de l’URSS deux années plus tard, jusque arriver aux conséquences dévastatrices du 11 septembre 2001 qui ont, par leurs effets, balayé tout un ordre géopolitique établi, en jetant les jalons d’une nouvelle ère qui suscite une multitude d’interrogations vu la complexité de l’interaction qui existe entre les enjeux régionaux qui sont de taille tels que l’avenir de l’Irak et l’issue du conflit israélo-palestinien

Pour mieux comprendre les relations des Etats-Unis avec les monarchies du CCG, nous commencerons par l’examen de la situation dans la région depuis la fin de la guerre irano-irakienne qui a pris fin en 1988, et qui a inauguré les relations post guerre froide des pays de la région avec la nouvelle superpuissance. Ensuite, notre étude se situera à un autre niveau, celui de la nouvelle trame de relations sous l’émergence du facteur terroriste, pour finir en concluant sur l’avenir des relations Arabo US après le sèmes que représente l’invasion de l’Irak.

**I Ð Relations économico-stratégiques post guerre froide**

Pour commencer, il est  noter que la fin du conflit entre l’Iran et son voisin l’Irak, suite à ces huit années de guerre, la dette cumulée de l'Irak s'était élevée à presque 60 milliards de dollars américains répartis comme suit : 35 milliards à l'Arabie Saoudite et au Kuweit, 15 milliards à l'URSS, 6 milliards à la France ; et cela sans parler des dégâts matériels de cette guerre qui ont été estimés fin 1986 à 400 milliards de dollars dont 180 à l'Iran et 120 à l'Irak. Ce chiffre s'est élevé à 500 milliards entre 1987 et 1988([[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn1" \o ")).

Une autre conséquence importante est celle du repli de deux grands Etats de la région, en l’occurrence l'Iran et l'Irak, de la scène politique du Golfe à cause de leur conflit qui a duré huit ans. Par scène politique, nous entendons la politique régionale en général qui a surtout Eté déterminée par le CCG et ses pays membres, ce qui a donné à l'Arabie Saoudite l’avantage de saisir l'occasion historique pour affirmer son rôle phare dans le Golfe et au Moyen-Orient sans aucune concurrence de la  part d'autres Etats.

Cette affirmation de puissance de la part de l'Arabie Saoudite a profité de trois atouts principaux : le premier est celui de la religion (l'Arabie Saoudite étant avec l'Egypte le lieu de référence de l'Islam sunnite). Le second est d'ordre économique, l'Arabie Saoudite étant le Çmega-réservoiré de pétrole de la région, elle possédait donc la clé de l'économie régionale et internationale pétrolière au niveau de l'offre et de la demande, et par conséquent au niveau du prix du pétrole et ses variations. C'est dans cette optique que nous pouvons ainsi situer l'ampleur du rôle de l'Arabie Saoudite en tant que décideur principal au sein du CCG.

Enfin, le dernier atout reste l'axe américano saoudien, les Etats-Unis ayant abandonné l'Iran, ils se sont tournés vers l'Arabie Saoudite comme allié potentiel dans la région, dans le but de préserver leurs intérêts économiques pour ne plus jamais tomber dans les affres des conséquences de la première crise pétrolière de 1973.

Cependant, la fin de la guerre irano irakienne a réussi à introduire un nouveau facteur stratégique qui a réussi à bouleverser la vocation du Royaume wahhabite dans la région. Il s’agit du rôle que l’Irak entendait jouer sur la scène arabe après sa victoire contre la République islamique.

Le régime de Bagdad, vainqueur de la première guerre du golfe, l’avait achevée d'une manière inattendue par une sorte de blitzkrieg qui a presque totalement détruit la machine de guerre iranienne. Cette façon spectaculaire avec laquelle l'Irak a agi n’était pas sans répercussions.

Ce pays s'était alors imposé comme une superpuissance régionale([[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn2" \o ")), sous le regard des Etats-Unis ont vu émerger un nouveau grandÈ dans, un pays à grandes capacités militaires dont le leader, Saddam Hussein, a réanimé le souvenir de Gamal Abdel Nasser. Saddam Hussein pensait alors élargir ses desseins, à cet instar, il a lancé, juste après la guerre, l'idée de construire un bloc économique régional, le CCA (Conseil de Coopération Arabe) destiné à tous les pays arabes de la région et surtout la Jordanie, l'Egypte et le Yémen.

D’autre part, les Etats-Unis qui se voyaient jour après jour, s'approcher de la victoire d’une guerre froide, et par conséquent, de leur couronnement comme seule superpuissance internationale, étaient conscients que leurs intérêts vitaux dans le Golfe sont menacés par les desseins du régime baasiste.

En effet, l’Irak fort de son moral de guerrier mais faible dans son économie, avait un potentiel en ressources pétrolières qui lui permettrait d’assurer un redressement bien rapide d'une manière à surprendre la communauté internationale ainsi que son entourage régional.

Ce nouveau contexte dangereux aux yeux de certain avait servi à renforcer les liens de la communauté du Golfe, notamment ceux des monarchies du CCG, avec les Etats-Unis. Il suffit de voir la manière avec laquelle la coalition occidentale, venue libérer le Kuweit, a Eté accueillie. Cette région dans laquelle on ne manquait pas l’occasion de brêler le Drapeau américain, a vu des arabes acclamer les Etats-Unis et son Président.

Cette nouvelle donne nécessitait alors une définition plus claire des relations, c’est alors que le Secrétaire d’Etat James Baker avait défini cinq tâches maîtresses :

        - Développer de la coopération sécuritaire par de nouveaux accords.

        - Empêcher la prolifération régionale des armes conventionnelles et les armes de destruction massive en coopérant étroitement avec les pays du CCG.

        - Entamer la reconstruction et le développement de la région après la guerre.

        - Déployer tout genre d’efforts dans le but d’arriver à une paix juste entre Isra‘l et les pays Arabes.

        - Coopérer dans le but de réduire la dépendance énergétique des Etats-Unis([[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn3" \o ")).

Ces cinq points qui ont pris la tournure d’un plan d’action US, nous poussent à examiner les relations que les Etats-Unis ont entrepris dans la région pendant les années 90, à travers les trois composantes : la coopération économique, la nouvelle équation sécuritaire, et enfin l’étroite coopération pour l’aboutissement à une paix israélo-arabe durable.

**A - Une définition plus claire des nouvelles relations économiques:**

A partir des années 90, les relations des Etats-Unis avec le CCG s’esquissaient d’une manière différente que par le passé. Trois niveaux sont à citer dans ce cadre : d’abord celui de la reconstruction et du commerce, ensuite celui du développement économique, et enfin celui de la politique énergétique.

Après les affres subis par le Kuweit, il était évident que sa demande en matériaux et produits américains utiles à la reconstruction fut urgente et croissante. Le gouvernement koweitien en exil, alors installé à Ta‘f en Arabie Saoudite, avait son bureau de planification de la reconstruction aux Etats-Unis. Après l’invasion irakienne du Kuweit, alors qu’un personnel américain composé de presque 500 000 personnes entre civils et militaires fut déployé dans le but de la libération, le gouvernement koweitien en exil déclara expressément que les Etats-Unis seront la nation la plus favorisée dans l’achat de biens et services utiles à la reconstruction. Bien avant la libération, Kowetiens et Américains étaient en train de s’entendre sur les modalités à entreprendre, une fois atteint le moment de la reconstruction.

Les efforts ont alors été déployés tous azimuts. La Coalition Occidentale armée est d’abord venue au secours des civils. Des actions de déminage ont été entamées avec une participation très active de la part des Japonais et Allemands([[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn4" \o ")). Les ingénieurs de la U.S Army, présents en Arabie Saoudite, étaient chargés de planifier la reconstruction de l’infrastructure : eau potable, centrales électriques, routes et établissements publics endommagés. Dans ce domaine, les contrats ne revenaient pas directement aux firmes américaines, mais, de droit, aux offres les plus avantageuses. Ainsi, à la fin du mois d’août 1990, on était déjà à une valeur de 200 millions de dollars de contrats, et ce chiffre était propice à une nette hausse dans les jours à venir([[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn5" \o ")).

Un autre axe de la reconstruction fut celui de la Compagnie Koweitienne du Pétrole qui devait faire face au problème très grave des puits de pétrole en feu. Le défi était ainsi, pour cette compagnie, de trouver des partenaires de haute compétence dans le domaine. Les plus qualifiés ont naturellement été les compagnies nord-américaines et canadiennes comme la Red Adair, Boots and Coots. C’est alors que ces compagnies sont parvenues à encaisser des millions de dollars pour le travail dangereux qu’elles effectuaient, sans oublier que c’était l’unique solution qui se posait au Koweït dont les pertes chiffraient à 100 millions de dollars par jour suite à cette situation([[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn6" \o ")).

Le désastre écologique causé par Saddam Hussein avait ainsi besoin d’une année entière de travail pour commencer à limiter les dégâts. Cependant, après six mois de travail intense, les chargés de cette mission arrivèrent à contrôler le tiers puits de pétrole endommagés. Ce n’est pourtant qu’en novembre 1991 que le dernier puit de pétrole fut éteint. C’était alors un exploit fait par le Koweït de contrôler en huit mois une tâche à laquelle on avait prévu un minimum d’une année, et ce n’est que grâce au know-how des sociétés américaines qu’une telle catastrophe a pu être maîtrisée en si peu de temps.

D’autre part, le Koweït avait confié la mission de rénovation et réparation des complexes industriels pétroliers gouvernementaux à la société américaine Bechtel, sans pour autant que les entrepreneurs américains aient l’exclusivité. Il est quand même à remarquer que la plus grosse part de toute cette entreprise incombait à l’avantage des Etats-Unis dans ses deux secteurs public et privé.

Il était normal alors de voir les chiffres du commerce entre le Koweït et les Etats-Unis passer bien au-dessus de la normale enregistrée durant les années 80. Ce phénomène s’est traduit par une grande exposition au Koweït International Hôtel en juin 1991, où plus de cent compagnies américaines ont étalé leurs produits. Les ventes américaines au Koweït ont atteint, au premier semestre de l’année 1991, presque le triple de leur valeur moyenne des dernières années([[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn7" \o ")).

La concentration était surtout à cette époque orientée vers le Koweït, mais les événements de ces deux dernières années avaient créé un rapprochement remarquable entre tous les pays du CCG et les Etats-Unis. Il ne faut pourtant pas se précipiter à l’idée de voir les conditions du marché du Golfe changer en la faveur des Américains, car la concurrence restait accrue, et les Américains, quoique privilégiés, n’avaient pas d’exclusivité.

Après toute la tourmente dans laquelle les relations économiques des Etats-Unis avec le CCG se sont débattues, la période de la libération a donné la certitude au monde entier que, malgré toutes les difficultés, le Golfe reste une région d’intérêts stratégiques pertinents. D’ailleurs, la tendance américaine était celle de voir l’avenir plus prometteur que le passé, surtout que le partenariat était établi sur de nouvelles bases.

Les nouvelles bases dont nous venons d’évoquer résultent d’un contexte international qui échangeait la logique bipolaire contre celle de la prédominance du système Libéral et Démocratique. Cette nouvelle logique impliquait évidemment l’expansion du système de l’économie de marché tant prêchée par les Etats-Unis.

 Les ambitions américaines s’inscrivaient donc sous cet angle d’analyse. La volonté américaine était ouvertement celle de transformer le visage de la région, en encourageant la libéralisation des marchés, en soutenant les investissements et en aidant à l’établissement de politiques économiques plus libérales. Cette tâche annoncée par le Secrétaire d’Etat Baker devant le Congres US le 11 février 1991([[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn8" \o "))  n’était pas assignée simplement aux Etats-Unis, mais aux efforts conjugués de la présence de la Coalition Occidentale dans la région, et de sa capacité à assister les différents programmes de développement économiques prévus par les gouvernements locaux.

La mission était d’user, selon James Baker, des ressources internes et externes à la région pour aboutir à une libéralisation progressive des régimes économiques, ce qui aura pour effet de relancer la croissance.

Il est enfin à remarquer que les pays du Moyen-Orient ont, par leur politique stato-centrique dans le sens économique du terme, empêché le développement de secteurs privés compétents et concurrentiels qui auraient énormément aidé ces pays à effectuer une transition démocratique que ce soit au niveau de la société civile, ou celui des régimes politiques.

Depuis le début des années 90 et la fin du conflit bipolaire, une prise de conscience a eu lieu chez les pays du CCG. Avec la nouvelle donne internationale, surtout dans le domaine économique, l’instauration de secteurs privés dans la région s’avérait être de plus en plus nécessaire. La tendance des pays bénéficiaires de l’aide du CCG était d’utiliser ces fonds pour régler le déséquilibre des la balances commerciales. Cela nous amène à l’idée que le soutien était aux politiques publiques en place, au lieu d’encourager une optique de réforme dans le sens de l’établissement de marchés plus libres et le soutien à un secteur privé encore bien faible. Cette prise de conscience qui s’est confirmée durant les années 90 a pourtant des racines qui datent d’avant l’invasion du Koweït. D’ailleurs, le Koweït avait proposé à l’Assemblée Générale de l’ONU, un plan pour la réduction de l’écart entre les nations riches et les nations pauvres([[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn9" \o ")).

Malgré la récession des années 80, le CCG est resté une des organisations qui a le plus favorisé l’aide à l’étranger, surtout dans le Monde Arabe et Islamique. Après la libération du Koweït, les Etats du CCG avaient l’intention de former un fond de solidarité avec les nations les plus pauvres de la région, dans le but d’assister ces Etats dans leur relance économique.

Les principaux pays qui bénéficièrent de cette action furent la Syrie et l’Egypte, sans oublier que dans son fond, l’idée d’une telle aide était ouverte à tous les pays de la région, même ceux qui pendant la seconde guerre du Golfe ont soutenu l’Irak.

L’avantage de la période qui a suivi la libération a été celui de rendre plus institutionnalisées les relations des les pays du Golfe, en l’occurrence ceux du CCG, avec les pays de la Coalition Occidentale. A travers cette institutionnalisation, la route était ainsi déblayée pour de telles relations, non seulement aux pays du Golfe, mais aux pays moyen-orientaux dans un sens plus général.

Le premier pays à profiter de cette tendance à la solidarité a été l’Egypte. Il est à noter qu’un grand nombre de travailleurs égyptiens avaient pris la fuite de l’Irak après les événements, ces travailleurs ont été accueillis surtout en Arabie Saoudite, aux E.A.U, et au Koweït. La situation économique et sociale de l’Egypte était alors très dérisoire, ce pays qui englobait le tiers de la population arabe expérimentait une pauvreté doublée d’un grave problème de logement et de chômage. C’est suite aux positions politiques entreprises par l’Egypte vis à vis des événements du Golfe en 1990-91, que les Etats-Unis lui supprimèrent 6 milliards de dollars de dettes, le CCG fit de même pour ce que l’Egypte lui devait. En plus, en 1991, l’Egypte bénéficiait alors de 8 milliards de dollars d’aide internationale, surtout de la part des pays industrialisés partenaires.

Pour sa part, la Syrie, et à en croire le Time magazine, avait encaissé 2 milliards et demi de dollars de la part de l’Arabie Saoudite pour joindre la Coalition Occidentale. Toujours selon ce même magazine, le Président Assad aurait utilisé cet argent pour améliorer la technologie de missiles qu’il s’était procuré de la part de la Chine([[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn10" \o ")).

Depuis le début des années 90, favoriser l’aide économique était synonyme de la promotion de la stabilité politique. Mais, le Moyen-Orient, avec tout ce qu’il contient comme contradictions et controverses dans le domaine politique et social, restait quand même un terrain épineux aux organismes qui accordent l’aide. C’est ainsi qu’une nouvelle problématique s’est faufilée à l’horizon, et à laquelle il n’est pas lieu de répondre dans le cadre de notre étude, cette problématique est celle de savoir combien, à qui et quand donner l’aide pour qu’elle s’inscrive dans un contexte favorable à la stabilité politique et économique de la région.

Si les pays du CCG sont arrivés à ce stade dans leur partenariat avec les Etats-Unis et leurs alliés Occidentaux, c’est essentiellement grâce à l’importance du facteur énergétique et les ressources naturelles que le sol du Golfe renferme. On a toujours parlé de la dépendance énergétique des Etats-Unis, mais à partir du changement politique du début des années 90, on pourrait parler d’une dépendance réciproque qui, au niveau des pays du Golfe s’exprime par leur besoin de voir les Etats-Unis veiller à la stabilité politique de la région.

Le pétrole était sans doute la raison majeure pour laquelle les Etats-Unis et l’Occident s’étaient militairement impliqués dans le Golfe au secours d’un Koweït occupé et une Arabie Saoudite dont la sécurité était menacée. Une autre raison indirecte est celle de la volonté des Etats-Unis de ne pas voir une région aussi importante échapper à son autorité au profit d’une superpuissance régionale que risquait, à un certain moment, d’être l’Irak.

Avec leur intervention militaire de 1991, les Américains ont alors donné une nouvelle dimension à l’avenir des relations économiques et surtout énergétiques avec les pays du CCG. Le risque de voir un Ç nouveau grand È tel que l’Irak émerger dans la région ravivait le souvenir du premier choc pétrolier de 1973, et l’intervention était de plier ce chapitre avant même qu’il ne s’inaugure.

D’une logique de confrontation, on passait ainsi à une nouvelle qui imposait la collaboration permanente entre pays producteurs et pays consommateurs. Certains observateurs ont même été amenés à affirmer que l’intervention américaine au secours des pays du CCG créait une nouvelle situation, celle de voir les pays du CCG et surtout l’Arabie Saoudite répondre aux besoins américains en pétrole, et à un prix aussi bas que les Etats-Unis le souhaitaient, et ceci durant plusieurs années à venir([[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn11" \o ")).

Pendant les années 90, la pression sur les marchés pétroliers était croissante, et la demande du pétrole du Golfe s’avérait de plus ample. Les saoudiens et les autres pays du CCG essayèrent de déterminer la meilleure politique pour répondre aux besoins du marché, en gardant à l’esprit l’idée de ne pas brusquer le pays qui était venu à leur secours en 1991, et qui face à une menace d’accentuation des prix pourrait revenir dans d’autres buts. Une rationalisation de la situation s’imposait car les pays du CCG n’étaient pas les seuls concernés.

L’Iran avait retrouvé son seuil de production pré révolution, l’Irak et le Koweït étaient ainsi revenus sur la scène de la production. Pour répondre à aux demandes énergétiques incessantes, il fallait une politique de coordination au sein de l’OPEP. Les choses n’ont quand même pas pris une tournure négative, l’Arabie Saoudite stabilisant son seuil de production à 10 millions de barils par jour.

La question du marché du pétrole est ainsi assez complexe, elle est tributaire d’un certain nombre de gouvernements clés, donc de tendances politiques parfois en concurrence entre le fait de voir le marché laissé à son libre cours, ou alors de le réguler constamment par une politique de concertation permanente entre les décideurs.

L’économie internationale des années 90 avait besoin de voir les marchés pétroliers se stabiliser à court terme, ainsi qu’une logique de concertations permanentes orientées à long terme. Cette tendance souhaitée par les Etats-Unis avait besoin de l’établissement d’un dialogue permanent entre producteurs et consommateurs, d’où la réunion à Paris en juillet 1991 de différents ministres d’affaires énergétiques de 25 pays producteurs et consommateurs incluant l’Arabie Saoudite et l’Iran. L’Administration Bush ne reconnaît cet effort de dialogue que suite à une intervention directe du Président François Mitterrand, suite à laquelle les Etats-Unis envoyèrent un observateur à la réunion de Paris([[12]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn12" \o ")).

La collaboration permanente dans le domaine économique et énergétique n’était pas seule maîtresse du jeu relationnel entre Etats-Unis et CCG. La présence américaine massive sur le territoire du Golfe nécessitait ainsi une étroite collaboration pour assurer la bonne gestion du dispositif militaire. D’une part, il fallait assurer la sécurité de la région, et d’autre part, il était nécessaire de préserver le consentement des pays du Golfe à une présence étrangère. Ces arguments, mêlés à la nouvelle donne internationale impliquaient obligatoirement un nouvel ordre sécuritaire dans la région du golfe arabo-persique.

**B - Nouvelle équation sécuritaire suite à une imposante  présence militaire américaine.**

Le rôle et la présence militaire des Etats-Unis dans le Golfe a longtemps été un volet très sensible des relations qui lient les Américains aux pays du CCG. Dans son discours du 6 mars 1991, le Président Bush avait plaidé pour un nouveau régime sécuritaire dans le Golfe. Quatre jours plus tard, lors de la réunion entre les ministres des Affaires Etrangères du CCG et le Secrétaire d’Etat Baker, les échos favorables au discours du Président se sont fait entendre. En termes de politique étrangère, la présence militaire américaine sur le terrain du Golfe facilitait énormément l’idée d’aboutir à de nouveaux accords sécuritaires pour la région. Cependant, les détails militaires et diplomatiques ne se sont pas toujours avérés faciles à régler, ce qui nous empêche de voir, à long terme, un avenir aux forces militaires américaines au Golfe. Déjà, depuis l’invasion de l’Irak en 2003, les forces US sont de jour en jour mis à mal, harcelés et attaqués.

L’adhésion des pays du Golfe à la vision de la politique étrangère américaine était essentiellement due à l’engagement des Etats-Unis dans la défense des pays de la région contre toute velléité nuisible au bon fonctionnement de la vie internationale, et surtout dans un sens économique qui aurait des retombées directes sur l’économie américaine.

Le consentement des pays du CCG n’a pas profité aux seuls Américains, mais a eu pour effet de crédibiliser les autres pays de la Coalition Occidentale sur le terrain du Golfe. Les relations des occidentaux surtout les Américains avec les pays du CCG ont alors pris, pour une raison ou une autre, la tournure d’alliance militaire en temps de crises graves. L’opération tempête du désert le montra bien d’ailleurs, et d’une manière spectaculaire marquée par une grande complicité des américains avec les pays du CCG.

Pour sa part, le Président Bush (père) envisageait l’avenir de la présence américaine au Golfe et sa coopération avec les différents membres du CCG comme étant sujets aux sensibilités politiques de la région, sensibilité qui faisait du rapprochement entre Etats-Unis et les pays du Golfe une équation positive autant dans son sens politique que militaire.

Les nouveaux jalons de la politique étrangère américaine envers le Moyen-Orient furent clairement exprimés par le Secrétaire d’Etat Baker devant le Congres le 6 février 1991. Baker releva ainsi trois points importants très nuancés: le premier est celui de l’entente sécuritaire qui selon lui était devenue meilleure, maintenant que les Etats-Unis jouent un rôle décisif dans la région. L’Iran, l’Irak et l’URSS avaient simplement à admettre l’ampleur de cette présence qui s’est avérée effective et efficace depuis 1990. Le second point est celui de la nouvelle logique sécuritaire du Golfe, une logique qui depuis 1990 prévoit l’inviolabilité de l’intégrité territoriale de tous les Etats de la région sans aucune exception, ce qui sous-entend d’une manière claire la volonté américaine de faire face à toute tentative expansionniste de la part des deux sources de danger à l’avenir en l’occurrence l’Iran et l’Irak. Le troisième et le dernier point est celui des attentes des Etats-Unis qui comptent sur l’importance du rôle joué par le CCG pour renforcer le réseau de coopération militaire au niveau régional d’abord, et international ensuite([[13]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn13" \o ")).

Ce dernier point marque ainsi clairement la nécessité pour les différentes parties intéressées de comprendre les nouvelles dynamiques sécuritaires auxquelles la région du Golfe fait face. De la sorte, les Etats-Unis se sont imposés comme principal acteur politique de la région par le moyen de deux facteurs principaux et qui sont respectivement la présence militaire massive et la collaboration politique étroite avec les différents pays mais surtout avec une organisation régionale telle que le CCG.

Il est cependant à noter qu’une telle vision des choses n’était pas sans inquiéter les radicaux de la région notamment les islamistes et les nationalistes arabes. Ces courants voyaient évidemment dans la présence militaire américaine une menace permanente. La volonté des Etats-Unis était alors de tranquilliser ces milieux, en donnant l’impression qu’il n’était pas dans son intention de laisser des troupes terrestres en permanence, et que l’armée de terre américaine était à tout moment prête à quitter le Golfe([[14]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn14" \o ")). Ces signaux émis par les différentes administrations américaines qu’elle soit celle de G. Bush, ou celles de B. Clinton n’ont visiblement pas calmé le jeu, et le 11 septembre 2001 est venu confirmer un ras le bol islamique d’une situation qui légitimait de jour en jour une présence militaire occidentale non loin des lieux saints de l’Islam. C’est dans cette optique qu’ont fleuri les attaques d’el-Qa‘da d’Oussama Ben Laden, et qui ont été couronnées par l’attentat contre les twin towers de New York au matin du 11 septembre 2001.

En termes de présence militaire, le but des Américains était pour le futur, de garder simplement la marine qui était présente dans la région depuis déjà 40 ans. Malgré certaines oppositions dans le passé comme celle de Bahreïn, l’état actuel des choses était d’un autre ordre, surtout avec les liens étroits tissés entre les Etats-Unis et le CCG. On irait même jusqu’à dire que certains pays comme le Koweït et l’Arabie Saoudite préféraient et souhaitaient une présence effective de la marine américaine dans la région pour ce que ces forces représentent comme garanties à leur sécurité.

La crise d’Août 1990 a amené une innovation principale à la question de la présence militaire américaine dans la région. D’abord, l’invasion du Koweït a permis au CCG de tisser avec les Etats-Unis des liens de coopération très solides qui iraient jusqu’à approuver la présence permanente d’équipements militaires et de bases dans la péninsule arabique, dans le but d’un déploiement rapide des forces américaines en cas de crise grave.

Ce consentement fut doublé de la coopération en termes militaires avec des entraînements militaires conjoints entre l’armée américaine et les armées des Etats du CCG. L’atout de la seconde guerre du golfe a été l’avantage du temps dont ont bénéficié les Américains et leurs alliés. Mais il fallait prévoir que dans le futur, le facteur temps s’est montré beaucoup plus pesant.

Quant au volet stratégique, les Etats-Unis étaient clairs, ils n’entendaient en aucun cas faire de leur coopération militaire avec le CCG un semblant de l’OTAN en Europe. Ils étaient ainsi loin d’une optique qui prône une organisation sécuritaire grandiose qui implique directement le partenariat américain. Le but était alors de travailler avec le CCG comme institution régionale autonome qui aura énormément appris des crises passées qui s’étaint succédées. Ainsi, avec l’aide et la coopération américaine ces pays iront jusqu’à savoir comment gérer les nouvelles crises quand elles se poseront, une logique balayée par le 11 septembre 2001, date à laquelle le président George W Bush avait sorti des tiroirs une stratégie chère aux faucons américains, celle de la guerre préventive qui implique l’intervention directe de l’armée US à l’extérieur des frontières à chaque fois que l’intérêt national américain est mis en danger.

Il est à noter que l’aspect institutionnel du CCG a toujours été encouragé par les Etats-Unis, et vu comme un facteur très positif favorisant paix et stabilité dans la région. L’angle militaire n’a cependant jamais été négligé, et pour les Etats-Unis, en procurant de l’aide militaire en termes d’entraînements et d’équipements aux forces armées du CCG, il serait plus facile aux armées occidentales de coopérer militairement avec les pays du CCG pour résoudre les crises. Une sélection naturelle s’imposait cependant vu la divergence et le déséquilibre entre les capacités militaires des différents pays du CCG, ce qui affirme et justifie l’idée selon laquelle les américains, malgré leurs encouragements pour l’institution en elle même, avaient tendance à collaborer avec certains pays plus que d’autres. Encore faut-il dire que régionalement, le CCG n’arrive pas à convaincre les principaux partenaires comme la Syrie et l’Egypte du bien fondé de sa vision sécuritaire pour la région. Cette entrave n’est pas restée sans influence sur les relations du CCG avec les Etats-Unis. Le manque de crédibilité régionale a empêché ainsi l’harmonisation totale de la coopération sécuritaire avec les Etats-Unis, ce qui ces derniers à traiter souvent avec les pays du CCG individuellement plutôt qu’avec le CCG en tant qu’institution.

Les relations militaires entre les Etats-Unis et les pays du CCG ont ainsi connu des hauts et des bas, ce fait était dé à une phase d’indécision à propos de plusieurs sujets qui nécessitaient des efforts diplomatiques de la part des américains ainsi que les pays du Golfe. Un certain cadre offrait cependant une idée claire de ce que ces relations étaient devenues. Les nouvelles relations établies permettent ainsi aux Etats-Unis de profiter d’une large marge de manÏuvre grâce à laquelle ils interviendraient pour défendre, d’une part leurs intérêts vitaux dans le Golfe, et d’une autre leurs alliés stratégiques qui se trouvent en danger.  Le vrai changement de situation par rapport aux années 80 c’est qu’à partir de là, les pays du CCG ne sont plus en mesure de refuser une telle intervention. Le tracé des nouvelles relations a fait en sorte que toute opération de ce genre sera la bienvenue de la part des pays de la région. Une présence navale permanente devient sans aucun doute consentie de la part des pays du CCG, et concernant la présence permanente de l’armée de terre américaine dans la région, ce principe n’était politiquement pas en mesure d’être admis par la tendance politique de la région.

D’ailleurs, ce sujet est d’un ordre de grande sensibilité aux Etats-Unis où l’opinion publique est généralement hostile à un initiative pareille. Le but à court terme s’avérait alors être un positionnement temporaire de l’armée de terre américaine dans la région, doublé de coopération militaire étroite qui se concrétise par des entraînements conjoints. Les détails de cette présence temporaire sont des questions d’ordre politique que les diplomates américains avaient à débattre avec leurs homologues des pays du CCG. Tout ceci bien sér a été balayé par la politique interventionniste de l’administration de George W. Bush, politique qui a inauguré une nouvelle ère marquée par la lutte américaine contre le terrorisme international.

**II Ð Une nouvelle trame de relations sous l’émergence d’une nouvelle ère marquée par le facteur terroriste**

Après la fin de la seconde guerre du Golfe, et notamment deux années suite à l’alliance contre Saddam, le sentiment d’un ralentissement de la coopération s’était fait sentir, ce phénomène était alors normal vu que le système sécuritaire de la région était peu à peu mis en place. Mais ce qui reste clair, c’est que, quoique lentes, les relations post seconde guerre du Golfe ne sont guère à comparer aux relations qui régnaient avant.

De la région du Golfe s’était ainsi lancée la question pour les Etats-Unis de contrôler la course aux armements conventionnels et de destruction massive dans la région.

La problématique qui se posait aux monarchies du Golfe était celle de savoir jusqu’où iraient les Etats-Unis dans la défense de leurs alliés. Pour les Etats-Unis la question se posait d’une manière différente et se concrétisait par le besoin qu’avaient les Etats-Unis de voir contrôlées les armes dangereuses ayant pour effet de déstabiliser la région. Ces armes sont de deux ordres, d’abord les armes de destruction massive et ensuite les armes conventionnelles.

Les Etats-Unis ont toujours observé près la question de la prolifération dans la région, et leur but était de veiller à la limiter sinon l’anéantir, essentiellement en ce qui concerne les armes de destruction massive et les missiles porteurs de telles armes. Les pays du CCG n’avaient aucune objection à un tel contrôle, surtout que les six pays membres sont menacés par les pôles qui, dans la région, possèdent de telles armes comme l’Iran, l’Irak et bien sér Isra‘l.

Un point sur lequel les Etats-Unis et le CCG étaient aussi d’accord, celui de voir l’ONU remplir d’une manière effective sa mission d’éliminer le potentiel irakien en matière d’armes de destruction massive qu’elles soient chimiques ou biologiques ou autres.

Un problème de fond s’est quand même posé, car, pour les pays arabes en général, et ceux du CCG spécialement, éliminer les armes de destruction massive dans la région n’excluait pas Israël. Ce pays considéré comme l’allié incontournable des Etats-Unis avait, malgré le fait qu’il ne l’a jamais avoué, des capacités à développer un programme nucléaire.

Un autre facteur à noter est celui des missiles détenus par l’Arabie Saoudite. Le royaume Wahhabite s’était ainsi procuré en Chine une technologie similaire à celle des missiles Stinger que les Etats-Unis avaient refusé de lui livrer pendant les années 80. Ces missiles étaient capables de porter des armes de destruction massive.

Cette affaire n’est pas restée sans retombées. les Etats-Unis nous le savons n’étaient pas favorables à de tels transferts d’armements. Mais, l’Arabie Saoudite calma la situation en affirmant qu’elle n’est en possession que de têtes de la catégorie conventionnelle.

Pour sa part la Syrie était dans une situation différente. Les Etats-Unis étaient ainsi convaincus que la Syrie avait dépensé 2 milliards et plus de dollars pour l’achat de missiles chinois pareils à ceux qui existaient en Arabie Saoudite.

Les efforts déployés par les différentes parties concernées ont mené à une réunion des cinq membres permanents du Conseil de Sécurité de l’ONU à Paris le 8 juillet 1991. Le résultat de cette réunion fut l’engagement des membres à éliminer toutes les armes de destruction massive au Moyen-Orient[[15]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn15" \o "). La question clé restait pourtant celle de savoir si les pays de la région étaient prêts à collaborer, tant qu’Israël est en possession d’un potentiel nucléaire important. Cette question reste d’une grande sensibilité tant que des accords de paix entre Israël et son entourage ne sont pas conclus. Jusqu’à l’heure, malgré les efforts déployés par tous les bords désireux de pacifier la région, le climat de confiance permettant une telle initiative est loin d’être établi.

Concernant le domaine des armes conventionnelles, un ancien accord qui date de 1950 régit en principe l’affaire. En vertu de la Déclaration tripartite de 1950, Anglais, Français et Américains s’étaient entendus à contrôler le flux des armes dans la région chaude qu’est le Moyen-Orient. Nasser, en 1955, fut le premier à échapper aux termes de ces restrictions en se tournant vers l’URSS qui n’a pas manqué de le satisfaire. Depuis ce moment, la région devint la cible du commerce d’armements. Une fois que cette entente fut violée, les occidentaux, en l’occurrence les trois parties de l’entente devinrent les principaux fournisseurs d’armes avec lesquels les moyen-orientaux s’entretuèrent pendant de longues années. L’exemple de l’Irak qui excella en matière de course aux armements n’est pas le seul dans la région, nous notons surtout Israël, l’Iran et la Syrie dont les effectifs militaires conventionnels sont nettement élevés. Il suffit pour s’assurer d’examiner ce que représentent les dépenses militaires du P.I.B  de ces pays. Tandis qu’en 1998, les dépenses militaires des Etats-Unis représentaient 3,2% du P.I.B, celles d’Israël s’élèvent à 11,6%, l’Iran à 6,5%, l’Irak à 7,3%, et enfin la Syrie à 7,3%([[16]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn16" \o ")). Ces chiffres très significatifs nous montrent à quel point la région est surarmée, quoique, pour être objectif, la qualité des armes présentes surtout en Iran et en Syrie est loin d’égaler en termes technologiques celles présentes en Israël ou chez les alliés des Etats-Unis dans la région donc les pays du CCG.

Mais, sans inquiéter Israël ou les Etats-Unis, cet arsenal conventionnel présent dans la région suffit pour la rendre instable et constamment exposée au risque. L’aventure d’août 1990 entamée par l’Irak avec un arsenal conventionnel a failli faire voler en éclats la région.

Concernant les pays du CCG, le sujet de l’armement conventionnel est polémique et controversé. Ces pays qui se sont alliés à la vision sécuritaire américaine pour la région s’avèrent être parmi les plus grands clients d’armes conventionnelles sophistiquées. Les exemples ne manquent pas à cet égard, de l’Arabie Saoudite, au Sultanat d’Oman en passant par le Kuweit les E.A.Uet le Bahreïn.

Le Kuweit avait l'intention de doubler les capacités de sa force de frappe aérienne, il éleva jusqu'à 600% la part des dépenses militaires de son budget national ; en plus des chars M I-A 2, le Kuweit avait acheté des Etats-Unis des missiles Patriote, et des avions de chasse Mirage F1 de la France. Le Sultanat d'Oman s’était procuré auprès de la Grande Bretagne deux navires  anti sous-marins È, le Bahreïn de son côté avait l'intention d'acquérir deux sous-marins auprès de l'Allemagne, et enfin les Emirats Arabes Unis eux ont réussi à se procurer des hélicoptères Apaches de fabrication américaine([[17]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn17" \o ")).

Le problème à cet égard reste l’hostilité des Etats arabes envers Israël, c’est ainsi que la livraison de telles armes, quoique conventionnelles, aux pays du CCG, inquiète sérieusement l’Etat Hébreu, allié incontournable des Etats-Unis dans la région. Cette inquiétude ne s’arrête pas aux relations bilatérales israélo américaines, mais il est normal qu’un tel débat s’étende à la sphère de la politique intérieure américaine avec tout ce qu’elle contient comme pressions et actions de lobbying effectués par des groupes de pressions ayant de grandes influences sur le Congres.

Hors du contexte israélo-arabe, une autre question inquiétait les Etats-Unis, celle des sommes dépensées par les pays arabes sur l’armement tandis que les besoins primaires de leurs peuples n’étaient pas assouvis. Cette inquiétude puisait sa source dans les problèmes endogènes au Monde Arabe, les problèmes économiques et sociaux qui risquaient et risquent toujours de déstabiliser les régimes politiques établis. Il est bon de rappeler le cas échéant que les tendances radicales du Monde Arabe ne sont pas des plus faciles à contenir vu qu’elles sont essentiellement de l’ordre de l’islamisme. Sans rentrer dans les détails de la composante religieuse radicale et son incidence sur la stabilité politique, surtout quand les conditions sociales laissent à désirer, nous pouvons assimiler les composantes économiques et sociales de la région à une bombe à retardement dont la poudre serait le facteur religieux dans son sens radical et intégriste.

Malgré toutes ces composantes, les ventes d’armes américaines aux pays du CCG restaient remarquables. Après l’opération Tempête du Désert, on parlait de ventes à l’Arabie Saoudite d’une valeur de 18 milliards de dollars. Il n’était pas facile pour les Etats-Unis de trouver l’issue pour ne pas être confronté à l’opposition du Congres, finalement, les conditions de ce dernier ont été la promesse de la part des Etats bénéficiaires d’utiliser ce nouveau dispositif militaire pour avancer vers plus de démocratie, et surtout pour soutenir les Etats-Unis dans leurs initiatives de relance du processus de paix israélo-arabe([[18]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn18" \o ")).

En effet, plusieurs livraisons d’armes ont eu lieu, à condition que les pays bénéficiaires appuient l’initiative américaine pour la relance du processus de paix, l’aboutissement a ainsi été la Conférence de Madrid de 1991.

Pour déboucher sur cette conférence, des efforts furent déployés tous azimuts, les Etats-Unis faisaient pression sur Israël pour atténuer ses intransigeances, de leur part, les Etats du CCG jouaient un rôle, avec l’Egypte, auprès des Arabes et notamment des palestiniens. Nous verrons dans la section suivante le rôle joué par le CCG pour la relance du processus de paix ainsi que le soutien et les efforts des Etats-Unis pour mener à la résolution de ce conflit historique.

**A - Rôle du CCG dans la relance du processus de paix au Moyen-Orient : une initiative voulue et soutenue par les Etats-Unis.**

La crise des années 1990-91 a eu pour conséquence directe la relance du processus de paix israélo-arabe. Les Américains ont alors déployé énormément d’efforts pour garder les liens solides entre les pays arabes et la Coalition Occidentale. Pendant la guerre, les Etats-Unis avaient fait pression sur Isra‘l pour qu’il ne réponde pas aux missiles Scuds envoyés à partir de l’Irak. La coalition occidentale ainsi que les Etats-Unis avaient réussi à être le facteur commun dans lequel les Etats Arabes et Israël avaient confiance.

Avec la fin de la guerre, et la victoire de la coalition, on sentait un besoin incessant de faire avancer le processus de paix. Dans son discours du 6 mars 1991, le Président Bush avait déclaré que le processus de paix est la pierre angulaire du nouvel ordre mondial dans sa version moyen-orientale([[19]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn19" \o ")).

Les pays du CCG avaient de très grandes attentes concernant la relance du processus de paix, surtout avec l’idée de joindre leurs efforts à ceux des Etats-Unis. Pour leur part, les Etats-Unis désiraient un soutien inconditionnel de la part du CCG. Ce climat d’optimisme était peut être dé à l’euphorie qui régnait suite à la victoire.

Le 10 mars 1991, le Secrétaire d’Etat James Baker s’était réuni avec les ministres des Affaires Etrangères du CCG, ainsi que leurs homologues syrien et égyptien. Le but de cette rencontre était de présenter clairement la volonté et le plan du Président Bush père pour un nouvel ordre régional dont le titre principal sera la paix.

Les approches, quoique dans le même sens, ne furent pas pareilles et les divergences ne tardèrent pas à surgir. Les Etats du CCG croyaient en la bonne foi américaine et le rôle de médiateur que ce pays entendait jouer, mais, l’abandon des positions arabes en faveur des droits du peuple palestinien était hors de question. Après plusieurs navettes effectuées par le Secrétaire d’Etat Baker dans la région, le résultat était une conclusion que nous qualifierons de réaliste, celle de remarquer que la libération du Kuweit et le nouveau rapprochement Etats-Unis Ð CCG  ne signifiait pas que la paix des Arabes avec Isra‘l était pour le lendemain, et la reconnaissance de l’Etat hébreu était encore loin d’être une réalité  concrète pour les pays de la région. Même au niveau de l’Arabie Saoudite qui n’a jamais eu de conflit direct et territorial avec Israël, la question de participer à des pourparlers de paix en présence de délégué israélien ne se posait pas.

Malgré toute cette intransigeance de la part des pays arabes, les Etats-Unis ,’ont pas cessé de fournir des efforts. En mai 1991, Baker était déjà à sa quatrième tournée dans la région, celle qui a porté les prémisses de l’espoir qui mettra arabes et israéliens autour de la table des négociations. Entre temps, les ministres des Affaires Etrangères du CCG étaient réunis au Luxembourg pour discuter des relations avec l’Union Européenne. C’est là bas que le président de ce conseil ministériel alors qatarie, Mubarak bin-Ali al-Khatir, annonça que le CCG était prêt à envoyer un observateur, le Secrétaire Général Bishara, à une conférence internationale sur le Moyen-Orient. La décision du CCG ne s’est pas arrêtés à ce stade. Le Conseil a par suite annoncé sa volonté de participer à toutes les négociations portant sur les questions du désarmement, du partage des eaux ainsi que les questions touchant à l’environnement.

Alors en Syrie, James Baker à l’écoute de ces paroles avait tout de suite déclaré : un tabou a enfin été dépassé sur le chemin de la paix È, en traitant cette position de décision importante([[20]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_edn20" \o ")).

Cette décision était le fruit de négociations intenses menées entre l’Arabie Saoudite et les Etats-Unis. Les Etats-Unis espéraient cependant voir l’Arabie Saoudite participer pleinement à cette conférence, mais, celle ci n’a point cédé, et la décision était alors d’envoyer un représentant du CCG.

Mais il ne faut pourtant pas nier la signification de ce moment à différentes échelles. Un grand pas est franchi par l’Arabie Saoudite, Etat phare de la région vu le poids religieux et moral qu’elle détient au sein du monde arabe et islamique, et le fait qu’elle s’engage d’une manière aussi directe dans le processus de paix ne pouvait, aux yeux des Américains, qu’avoir des conséquences positives sur les autres pays de la région.

Une autre lecture de la position saoudienne était cependant envisageable. Au lieu de s’engager unilatéralement dans cette initiative, l’Arabie Saoudite avait jeté la balle dans le camp du CCG qui s’est vu engagé avec ses cinq autres membres. Nous pouvons dire alors que l’initiative saoudienne a eu pour effet de mettre tout le CCG devant l’épreuve de s’engager avec les Etats-Unis dans la remise sur les rails du processus de paix. Enfin pour les Etats-Unis, cette action était perçue comme une preuve de bonne foi et de reconnaissance en contrepartie de l’aide fournie par la Coalition Occidentale suite à l’invasion du Kuweit.

Les preuves d’un partenariat différent de celui des années 80 étaient alors à l’ordre du jour entre les Etats-Unis et le CCG.

Ce n’est qu’en juillet 1991 que le Président syrien Hafez el Assad acceptait la proposition du Président américain de participer à une conférence de paix pour le Moyen-Orient. Baker avait ainsi réussi à convaincre l’Egypte, la Jordanie, la Syrie, le Liban et les pays du CCG. Une condition imposée cependant par l’Egypte et à laquelle l’Arabie Saoudite avait adhéré était celle de l’acceptation par les pays arabes de suspendre leur boycott économique à l’égard Israël, à condition que cette dernière arrête la construction de colonies juives dans les territoires occupés. La tâche de J.Baker était alors d’essayer de convaincre Israël des conditions imposées par les Arabes.

Le gouvernement israélien présidé par Shamir avait immédiatement rejeté cette proposition, mais la pression que les Etats-Unis ont exercé fut tellement intense que le gouvernement israélien se trouvait isolé au point de céder. La condition israélienne était cependant de voir les deux Présidents américain et soviétique, annoncer clairement et publiquement dans leur sommet se tenant à Moscou qu’ils seront les parrains de la conférence de paix au Moyen-Orient qui aura lieu le 30 octobre 1991.

Une fois cette conférence entamée à Madrid, le CCG et un représentant des Nations Unies avaient un statut d’observateur. Mais, il est à noter que le roi Fahd a réussi à garder un contact permanent avec le Président syrien Assad en essayant de le maintenir favorable au dialogue qui se déroulait.

Madrid ne fut ainsi qu’une première étape d’un long processus qui ne cesse de durer avec tout ce qu’il comporte comme hauts et bas. A partir de là, le rôle joué par l’Arabie Saoudite et le CCG fut d’une grande importance. La preuve de l’importance du déplacement de la logique des pays du Golfe en faveur de la paix furent les négociations régionales, qui ont eu lieu à Moscou en janvier 1992, auxquelles les pays du CCG ont participé. Ces multilatérales s’axaient autour de problèmes comme le partage de l’eau, le développement économique, la maîtrise des armements et enfin le statut des réfugiés.

Ces nouvelles données ont ainsi plus qu’une signification, au niveau international, la perte de terrain de l’URSS jusqu’à arriver à son éclatement avait clairement une incidence sur le rapport de force qui régnait au Moyen-Orient. L’absence du facteur soviétique jadis inquiétant tourna presque la totalité de la région vers le nouveau statut des Etats-Unis qui se trouvaient alors comme le premier décideur de la scène internationale, et sans leur intervention, le Kuweit serait maintenant une province irakienne. C’est ce sentiment de dette que les monarchies ont envers les Etats-Unis qui les a poussé à collaborer pour aboutir au redressement du processus de paix.

En effet, le changement de gouvernement en Israël ainsi que l’avènement de Rabin a cassé encore plus le glacier qui empêchait toute tentative de pacification. Le résultat concret de cette élection était alors les négociations de septembre 1992 à Washington entre arabes et israéliens. Cette ambiance de paix était la seule véritable qu’on voyait depuis les négociations des accords de Camp David.

L’initiative remarquable s’est ainsi arrêtée là, mais ce fut une relance très importante qui avait mené, malgré l’assassinat de Rabin, à des vagues de négociations dont les plus importantes furent celles d’Oslo, puis les accords de Wye River I et II.

Avec tous les changements politiques qui ont lieu depuis la première moitié des années 90 jusqu’à arriver à l’Intifada de 2000, pour déboucher sur la situation actuelle qui est celle de divisions inter-palestiniennes d’une part, et d’un blocage de tout le processus avec une trêve rompue de part et d’autre des belligérants du conflit. Donc, la situation est totalement différente de l’époque où le CCG avait l’envergure de jouer un rôle de premier plan dans la relance du processus de paix, ce dernier semble ainsi être bien loin de l’ambiance optimiste qui régnait durant la dernière décennie. De l’assassinat de Rabin, à l’avènement de Netanyahou, aux efforts mitigés de Barak, au long souffle du Président Clinton et ses tentatives vaines, jusqu’à arriver à la dernière Intifada palestinienne de l’année 2000 et la victoire d’Ariel Sharon et son accession à la tête du gouvernement israélien, il est évident d’affirmer que le temps actuel n’est pas à la paix. Toutes ces données, doublées d’un repliement des Etats-Unis suite aux élections présidentielles qui amenèrent Georges W.Bush au pouvoir, et la politique étrangère de ce dernier pas encore très bien définie, donnent l’impression que la région est quelque peu abandonnée à son sort.

Même les Etats du CCG sensés, grâce à leurs bonnes relations avec les Etats-Unis, être des joueurs à part entière dans l’atténuation de la pression au Moyen-Orient voient leur marge de mançuvre se rétrécir, vu l’ampleur et la gravité de l’Intifada palestinienne actuelle et la politique de répression pratiquée par le gouvernement de Sharon.

Depuis le début de la seconde Intifada, l’ambiance est à la violence. La date cruciale du 11 septembre 2001 a aussi donné un argument à Israël pour la poursuite de sa politique répressive à l’égard des palestiniens. Ajouté à ce facteur, l’étendard anti-terroriste brandi par l’administration de George W Bush. Cette politique antiterroriste qui a été la porte par laquelle les stratèges républicains radicaux sont arrivés à mettre en Issue leur concept de guerre préventive, au nom de laquelle les Etats-Unis s’impliquent d’une nouvelle manière à l’extérieur de leurs frontières. Pour mieux comprendre ce nouveau schème, nous allons consacrer le dernier volet de notre étude à l’intervention US en Irak, une implication qui semble être un point de non-retour pour les relations arabo-américaines.

**B - L’invasion de l’Irak : un point de non-retour pour les relations arabo-US**

Après avoir longuement exposé les relations des Etats-Unis avec les monarchies du Golfe et notamment celles du CCG, après avoir aussi examiné de près le rôle joué par le CCG, sous incitation américaine, dans le règlement du conflit israélo-palestinien, nous sommes en mesure de nous arrêter sur la question cruciale, celle de la guerre américano-britannique contre l’Irak, sans prétendre résoudre toutes les problématiques que ce fait nouveau a créé.

Nous aborderons ainsi la question de l’occupation de l’Irak sous le seul angle des relations arabo-US, à la lumière de la nouvelle stratégie antiterroriste américaine et le nouveau concept de guerre préventive.

Le 11 septembre 2001 a été un coup de théâtre qui a inauguré une nouvelle ère des relations internationales. C’est en ce jour qui est venu prouver la vulnérabilité des Etats-Unis que tout a balancé.

Ë peine quelques mois après l’élection présidentielle la plus controversée de l’histoire de l’Amérique du Nord, le nouveau maître de la Maison-Blanche adoptait un profil bas sur la scène internationale. Après l’engagement de chevalier combattant qu’avait montré le président Clinton à l’égard de la résolution du conflit israélo-palestinien, les quelques premiers mois qui ont suivi la présidentielle de 2000 ont connu un certain abandon de la question de la part des Etats-Unis. Nous osons presque croire à un désengagement total à l’égard de ce qui constitue la moelle épinière de la stabilité dans la région.

Cette manière d’agir de la part de la nouvelle administration aurait un fondement théorique qui s’inscrit dans la tradition politique américaine.

Il est ainsi communément admis que, vu la courte durée du mandat présidentiel américain (4 ans), un nouveau président est porté, lors des deux premières années de son mandat, sur les questions internes de son pays, qu’elles soient fiscales, économiques ou sociales. Ce n’est qu’à la moitié ou presque de son mandat, que le président dont l’administration devient intérieurement crédible (complètement approuvée par le Sénat et les commissions d’enquête) se tourne vers les problèmes du monde, en essayant d’engager des actions au niveau international, les réussir, pour enfin investir ce crédit dans une nouvelle campagne présidentielle qui lui déblayera le chemin vers un second mandat.

Ceci a été le cas notamment des présidents Reagan et Clinton. Le président Bush (père) a tenté quant à lui de faire pareil, mais la conjoncture politique n’a pas joué en sa faveur. D’un côté la difficulté du dossier israélo-palestinien ne pouvait pas ramener au président Bush ce qui pourrait ressembler à une réussite, d’autre part, les Etats-Unis n’avaient pas encore eu le temps de récolter les fruits économiques de l’intervention de la coalition occidentale dans le Golfe, ainsi que ceux de leur présence militaire, civile et économique sur cette terre riche en or noir. C’est alors le président Bill Clinton qui a réussi à faire jouer en sa faveur toute cette conjoncture.

Cette démonstration vient prouver que le laps de temps écoulé depuis l’élection de 2000 et le 11 septembre 2001 a mis le président George W. Bush face à un défi auquel il n’était pas encore préparé. Le 11 septembre nécessitait une réponse de la part des Etats-Unis. Cette réponse est venue à deux niveaux : le premier a été celui de l’envoi en Afghanistan de troupes occidentales et surtout US qui ont réussi à éradiquer le régime des Taliban. La seconde réponse est venue s’inscrire dans un ordre plus global, celui de la guerre préventive. C’est le 11 septembre que George W. Bush a adressé un message à Saddam Hussein. Nombre d’observateurs se sont arrêtés sur cette menace pour essayer de comprendre le rapport entre le 11 septembre et le régime de Saddam. La réponse à cette interrogation est venue avec la fin de l’ultimatum lancé à l’Irak pour désarmer. L’intervention US en Irak s’inscrit d’une manière directe dans la théorie de la guerre préventive.

D’un désengagement total de la scène internationale, le 11 septembre a projeté le président Bush (fils) et avec lui toute l’Amérique du Nord dans une perspective offensive, pour protéger l’intérêt national en éradiquant, à la source, tout danger qui pourrait le menacer.

C’est en ce sens, que depuis l’intervention américano-britannique en Irak, les relations arabo-US ne peuvent plus ressembler à celles qui ont précédé.

La présence de l’armée américaine dans la région a pris, après l’invasion de l’Irak, une autre signification. Ë peine le régime baasiste tombé, et voilà que les Américains étendent leur champ de menace à tout pays de la région qui manque de collaboration ou renferme chez lui des armes ou des organisations passibles d’inquiéter, dans une perspective terroriste, l’intérêt national américain ou celui de leur allié principal dans la région en l’occurrence Israël.

Les menaces, comme nous avons dé le remarquer visent l’Iran dont le programme nucléaire et la nature islamique inquiète les Etats-Unis. Sans oublier bien sér l’influence exercée par l’Iran sur la majorité chiite de l’Irak. Nous ne pouvons pas encore nous prononcer sur l’avenir de la question iranienne. Dans toutes les circonstances, ce n’est serment pas dans un avenir proche que les USA attaqueraient un Iran qui possède toujours une large marge de mançuvre diplomatique concernant son programme nucléaire et ceci avec trois protagonistes principaux et influents sur la scène internationale à savoir l’AIEA (l’Agence internationale de l’énergie atomique), la Russie (chez qui l’Iran s’est procuré la totalité ou presque de sa technologie nucléaire), et enfin la Chine qui a énormément aidé la République islamique à mettre au point une technologie fiable de missiles balistiques de moyenne portée.

Passons à la Syrie et au Liban qu’Israël accuse d’abriter des organisations terroristes. Ë ce niveau, il faut d’abord constater que la question du Hezbollah libanais vu par les Etats-Unis est sous l’emprise de l’influence exercée par le lobby juif. La preuve à ce niveau ressort d’une manière claire une fois que nous examinons la question du Hezbollah sous un angle local: une résistance armée, dotée d’une couverture légitime et légale, qui a réussi en une dizaine d’années à repousser l’occupant israélien hors des frontières libanaises grâce à des opérations militaires ciblées contre des objectifs militaires qu’ils soient israéliens ou appartenant à l’Armée du Liban-Sud.

Ainsi, le Hezbollah n’est plus à intégrer dans une acception terroriste surtout que politiquement, le Hezbollah est devenu un joueur essentiel de la scène locale libanaise à travers l’action et le dynamisme de ses députés au parlement.

S’agissant d’une autre question, celle des bureaux d’organisations palestiniennes basés à Damas, le régime syrien a donné plusieurs signes de bonne foi aux Etats-Unis en fermant une bonne part de ces bureaux en mai dernier pour ne pas s’attirer les feux de la machine de guerre américaine.

Enfin l’une des questions que nous n’avons pas encore traité et qui paraît déterminante quand il s’agit des nouvelles relations arabo-US est celle du financement par l’Arabie saoudite, et sous couvert d’organisation caritatives de réseaux fondamentalistes tel que le Hamas ou el-Qa‘da.

Cette question épineuse mériterait à elle seule une étude en bonne et due forme.

Ce qui est néanmoins clair, c’est l’appréhension américaine vis-à-vis du Royaume Wahhabite. Cette appréhension s’est concrétisée en août 2003 lorsque les Etats-Unis ont plié définitivement bagage de leur principale base militaire saoudienne.

Le second point qui mériterait d’être cité est celui de l’action engagée dernièrement contre des terroristes sur le sol saoudien, ce qui prouve que le régime de Ryad se rend compte de la présence massive de terroristes sur son sol.

Tous ces nouveaux facteurs, combinés à une présence agressive de l’armée US sur le sol moyen-oriental prouvent ainsi un changement radical des relations des pays de la région avec l’hyper puissance internationale.

Les Etats-Unis paraissent ainsi aujourd’hui vouloir protéger, de l’extérieur, leur propre intérêt national. Le patron de la Maison Blanche ne s’arrête pas à ce stade, car son administration essentiellement composée de Ç faucons È, semble vouloir déclencher le processus démocratique dans la région d’une manière agressive qui ne tient compte en aucun cas ni des murs ni de la culture dominante, ce qui nuit n’est pas sans nuire à l’image des Etats-Unis.

L’ultimatum lancé à l’Irak avant son invasion pourrait en quelque sorte être un antécédent que les Etats-Unis brandiront à chaque fois qu’un des régimes de la région manque de coopération. C’est ainsi comme une machine qui s’est mise en marche. Un désengagement de la part des Etats-Unis pourrait leur coter cher, et c’est pour cette unique raison que le retour en arrière ne semble pas être à l’ordre du jour, surtout qu’avec la conjoncture mise en place aujourd’hui, la région entière se tient sur le bord d’un chaos à cause de ce grand séisme géopolitique que représente l’invasion de l’Irak.

Enfin, il faut quand même garder à l’esprit une perspective de changement qui viendrait des Etats-Unis même, avec l’élection présidentielle prévue l’an prochain.

**Conclusion**

Les questions qui se posent à George W. Bush sont les mêmes qui se posaient à son père lors des élections de 1992. Arrivera-t-il, grâce à son intervention en Irak, à augmenter l’activité des complexes industriels de son pays et par suite réaliser une relance économique qui l’aidera à affronter le candidat démocrate en 2004? Enfin la question qui aura ainsi son mot à dire pour voir George W. Bush réélu. Il s’agit encore une fois du dossier israélo-palestinien qui se trouve dans une phase déterminante. L’administration Bush aura ainsi besoin, et pour pouvoir investir une réussite sur le plan du processus de paix dans une campagne électorale, d’une longue haleine encore supérieure à celle de l’administration Clinton, ce qui semble hors de portée vu l’état actuel des choses qui semble loin de toute stabilité souhaitée, tant au niveau du volet israélo-palestinien qu’à celui du semblant d’enlisement des troupes US en Irak.

**Bibliographie**

BRESHEETH, Ha•m. YUVAL-DAVIS, Nira, The Gulf war and the new world order, Zed       Books, London, 1991.

COOLEY, John, Payback : America’s long war in the middle east, Washington, Brassey’s, 1991.

DE SAHB, Abdallah, Pétropuissances ordre américain : la nouvelle question d’orient, Paris, Presses du CNRS, 1992.

EL RAYES, Riad Nejib, Riah Al Chark, Al khalij wal aalam al arabi inda nihayat al qarn el echryn, Riad El Reyes Books, Beyrouth, 2000.

GRESCH, Alain. VIDAL, Dominique, Golfe, clefs pour une guerre annoncée, Paris, Le Monde, 1991.

HAYKAL, Mohammed Hassanein, Illusions of triumph, an arab view after the Gulf war, London, Harper Collins, 1992.

SIFRY, Michael. CERF, Christopher, The Gulf war reader: a history, documents and opinions, New York, Times Books, 1991.

ASKARI, Hossein,  Economic development in the GCC : the blessing and the curse of oil Greenwich, Conn. : JAI Press, 1997.

Al-ALKIM, Hassan Hamdan, The GCC States in an unstable world : foreign-policy dilemmas of small states, London, Saqi Books, 1994.

FARJALLAH, Samaan Boutros, le Conseil de Coopération des Etats Arabes du Golfe, in collected courses of the Hague Academy of International Law, Martin Nijhoff Publishers, Dordrecht, Boston, London, 1992.

PETERSON, Erik Roswell, The Gulf Cooperation Council : search for unity in a dynamic region Boulder, Colo., Westview, 1988.

BRESHEETH, Ha•m. YUVAL-DAVIS, Nira, The Gulf war and the new world order, Zed Books, London, 1991.

FRAYSSE Olivier, Les Etats-Unis Hyperpuissance, ed. Documentation Française, n¡846, octobre 2000.

BERTHIER, René, L’occident et la guerre contre les arabes : réflexions sur la guerre du Golfe et le nouvel ordre mondial, Paris, L’Harmattan, 1994.

TIBI, Bassam, Conflict and war in the middle east, from interstate war to a new security, Houndmills Basingstoke, Hampshire, Macmillan, 1998.

IBRAHIM,Ibrahim, The Gulf Crisis: Background and Consequences, Center of Contemporary Arab Studies, Washington D. C., 1992.

LESCH, David, The middle east and the U. S., a historical and political resessment, West view press, Oxford, 1996.

QANDT, William B., Camp David: Peacemaking and Politics, Brookings Institution, Washington D.C, 1986

PELLETIERE, Stephen C, Yemen and stability in the persian Gulf, Confronting the threat from within, Strategic Studies Intitute, U. S., 1996.

ZEID MERHOUN, Abd el Jalil, Amn el khalij baad al harb al barida, Dar Al Nahar, Beyrouth, 1997.

[[1]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref1" \o ") Rapport de la BBC le 14 septembre 1989 in Abdel Jalil ZEID MARHOUN, Amn Al Khalij baad al harb al barida, Dar An-Nahar, Beyrouth, 1997 p. 253

[[2]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref2" \o ") Stephen. C. PELLETIERE, Yemen and Stability in the Persian Gulf, Confronting the threat from within, Strategic Studies Institute, U. S., 1996

[[3]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref3" \o ") LESCH, David, The middle east and the U. S., a historical and political resessment, West view press, Oxford, 1996.

[[4]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref4" \o ") SCHMITT Eric, The New York Times, 25 juin 1991.

[[5]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref5" \o ") IBRAHIM Youssef, The New York Times, 18 mars 1991.

[[6]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref6" \o ") The New York Times, 16 mars, 19 avril et 25 juin 1991.

[[7]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref7" \o ") CUSHMAN John.H, Jr, The New York Times, 4 juin 1991.

[[8]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref8" \o ") IBRAHIM, Ibrahim, The Gulf Crisis: Background and Consequences, Center of Contemporary Arab Studies, Washington D. C., 1992.

[[9]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref9" \o ") HOWE Marvin , the New York Times, 29 septembre 1989.

[[10]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref10" \o ") NELAN Bruce, Time, 5 aoét 1991, p.29.

[[11]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref11" \o ") AKINS James E, in The New Arabia, Foreign Affairs, vol.70, N¡. 3, été 1991.

[[12]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref12" \o ") KRAUS Clifford, in The New York Times, 2 novembre 1992.

[[13]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref13" \o ") TIBI Bassam, Conflict and war in the middle east, from interstate war to a new security, Houndmills Basingstoke, Hampshire, Macmillan, 1998.

[[14]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref14" \o ") TYLER Patrick, in The New York Times, 25 mars 1991.

[[15]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref15" \o ") RIDING Alan, in The New York Times, 10 juillet 1991.

[[16]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref16" \o ") FRAYSSE Olivier, Les Etats-Unis Hyperpuissance, ed. Documentation Française, n¡846, octobre 2000.

[[17]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref17" \o ") BERTHIER, René, L’occident et la guerre contre les arabes : réflexions sur la guerre du Golfe et le nouvel ordre mondial, Paris, L’Harmattan, 1994.

[[18]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref18" \o ") SHMITT Eric, in The New York Times, 9 juin 1991.

[[19]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref19" \o ") Discours prononcé par le Président Georges Bush le 6 mars 1991 devant le Congres, in The New York Times, 11 mars 1991.

[[20]](https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale" \l "_ednref20" \o ") BENNET Susan, in Kight-Ridder Newspapers, 11 mai 1991

- See more at: https://www.lebarmy.gov.lb/fr/content/les-relations-des-etats-unis-avec-les-pays-du-ccg-sous-la-nouvelle-%C3%A9quation-internationale#sthash.zVlBX2Xw.dpuf